

Studierichtingen en onderverdelingen ervan	Onderwijzend en wetenschappelijk personeel	Administratief en technisch personeel	Andere werkingskosten	Totale forfaitaire : kostprijs per student
	a	b	c	d
Groep D				
1e schijf	363 126	127 479	76 133	566 738
2e schijf	363 126	63 739	38 067	464 932
Groep A 1/12e				
1e schijf	182 227	28 218	51 926	262 371
2e schijf	182 227	14 110	25 964	222 301

Art. 2. De aanvullende forfaitaire kostprijs per student voor 1996 in de studierichtingen vermeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971, voor de universitaire instellingen die het voordeel genieten van artikel 34 van dezelfde wet, wordt voor 1996 bepaald als volgt :

Studierichtingen en onderverdelingen ervan	Onderwijzend en wetenschappelijk personeel	Administratief en technisch personeel	Totale forfaitaire : kostprijs per student
	a	b	c
Groep A			
1e schijf	398	2 111	2 509
2e schijf	398	1 057	1 455
Groep B			
1e schijf	616	8 138	8 754
2e schijf	616	4 069	4 685
Groep C			
1e schijf	929	15 617	16 546
2e schijf	929	7 808	8 737
Groep D			
1e schijf	929	11 141	12 070
2e schijf	929	5 571	6 500
Groep A 1/12e			
1e schijf	464	2 464	2 928
2e schijf	464	1 232	1 696

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minier van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-P. GRAFE

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre ayant les monuments, les sites et les fouilles dans ses attributions;
- 2° l'Administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;
- 3° la Commission : la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne.

Art. 2. La Commission est composée d'une chambre régionale et de cinq chambres provinciales pour chacune des provinces wallonnes, à savoir les provinces suivantes : le Brabant wallon, le Hainaut, Liège, le Luxembourg et Namur.

La chambre régionale et les cinq chambres provinciales comprennent chacune trois sections : une section relative aux monuments et aux ensembles architecturaux, une section relative aux sites et une section relative aux fouilles.

Art. 3. La Commission est composée de 121 membres au maximum, nommés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans renouvelable.

Ne peuvent être nommés membres de la Commission :

- les agents de l'Administration;
- les personnes qui ne comptent pas au moins cinq années d'expérience en matière de monuments, de sites ou de fouilles.

Art. 4. Le Gouvernement wallon désigne parmi les membres de la Commission pour quatre ans renouvelable :

- le président de la Commission;
- les vice-présidents de la chambre régionale à raison d'un par section;
- les présidents des chambres provinciales;
- les vice-présidents des chambres provinciales.

CHAPITRE II. — De la chambre régionale

Art. 5. La chambre régionale est composée du président et de 38 membres définis comme suit :

- les trois vice-présidents de la chambre régionale;
- les présidents et vice-présidents des chambres provinciales et un membre de la section des monuments désigné par elles;
- de onze autres membres;
- de quatre spécialistes en organologie, mobilier et décors peints, parcs et jardins historiques et géologie.

Art. 6. Les travaux de la chambre régionale sont dirigés par le président de la Commission.

Les travaux des sections de la chambre régionale sont dirigés respectivement par le vice-président compétent.

CHAPITRE III. — Des chambres provinciales

Art. 7. Les chambres provinciales de Liège et du Hainaut se composent chacune de vingt-quatre membres, dont un président et deux vice-présidents.

Les chambres provinciales du Brabant wallon, de Namur et du Luxembourg se composent chacune de dix-huit membres, dont un président et deux vice-présidents.

Le président de la chambre provinciale est de plein droit vice-président d'une section en son sein.

CHAPITRE IV. — Du Bureau de la Commission

Art. 8. Il est créé un Bureau de la Commission composé du président, des vice-présidents de la chambre régionale, d'un représentant élu par chaque section de la chambre régionale en son sein et des présidents des chambres provinciales.

Le Bureau organise les travaux de la Commission et harmonise les divergences de vues qui pourraient éventuellement survenir entre deux ou plusieurs sections d'une même chambre.

CHAPITRE V. — Des secrétariats

Art. 9. Le secrétariat de la chambre régionale est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne désigne à cet effet au sein de son personnel un secrétaire permanent et un secrétaire adjoint.

Le secrétariat des chambres provinciales est assuré par un agent de l'Administration.

CHAPITRE VI. — Des missions de la Commission

Art. 10. La Commission est chargée :

- 1° de donner les avis requis par la législation relatifs à l'inscription ou au retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde, au classement et au déclasserment d'un bien immobilier, et à l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques.

Chaque membre de la Commission peut prendre l'initiative d'une procédure de classement ou de déclassement;

2° de donner les avis requis par la législation relatifs à la matière des fouilles;

3° si l'Administration l'estime utile, de donner un avis sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur tout bien immobilier présentant un intérêt patrimonial, notamment sur ceux repris à l'inventaire du patrimoine monumental ou ceux qui ont fait l'objet d'une enquête publique en vue du classement;

4° si la Commission l'estime nécessaire, d'accompagner l'Administration dans le suivi des chantiers;

5° d'adresser au Ministre des recommandations générales en matière de politique du patrimoine, relatives plus particulièrement à la sensibilisation de l'opinion publique à la protection du patrimoine.

Art. 11. Les avis de la Commission sont rendus par la chambre régionale lorsqu'il s'agit de donner un avis dans le cadre d'une procédure de classement ou de déclassement engagée à l'égard de tout bien immobilier, de donner un avis sur l'autorisation d'effectuer des actes, des travaux, des fouilles ou des sondages sur tout bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne ou situé dans une zone de protection relative à un tel bien, de donner un avis sur le programme annuel des sondages et des fouilles de l'Administration, sur la reconnaissance de fouilles de statut régional, sur le caractère d'utilité publique de fouilles et sur l'expropriation de sites, sur l'octroi des habilitations pour les fouilles de sauvetage et les sondages, et d'exercer toutes les autres compétences visées à l'article 10 du présent arrêté sans préjudice de l'article 12.

Art. 12. Les avis de la Commission sont rendus par la chambre provinciale compétente lorsqu'il s'agit de donner un avis :

- sur l'inscription ou le retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde;
- sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques pour autant qu'il ne soit pas inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne;
- si l'Administration l'estime utile, sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier présentant un intérêt patrimonial;
- sur les demandes ou les retraits d'autorisation de fouilles ou de sondages, pour autant qu'ils ne se rapportent pas à un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne.

Si elle l'estime nécessaire, la chambre provinciale compétente est également chargée de suivre les chantiers relatifs aux biens immobiliers pour lesquels elle a rendu un avis, en collaboration avec l'Administration.

CHAPITRE VII. — Du fonctionnement de la Commission

Art. 13. La Commission rend son avis dans un délai ne dépassant pas, dès la réception du dossier :

- trente jours lorsqu'il porte sur l'inscription ou le retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde, sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier situé dans une zone de protection, localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques ou présentant un intérêt patrimonial, sur une demande ou un retrait d'autorisation de fouilles ou sur le caractère d'utilité publique de fouilles et l'expropriation de sites;
- quarante-cinq jours lorsqu'il porte sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, pour autant qu'il ne soit pas inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, sur le programme annuel des sondages et des fouilles de l'Administration, sur l'octroi des habilitations pour les fouilles de sauvetage et les sondages ou sur la reconnaissance de fouilles de statut régional;
- soixante jours lorsqu'il porte sur une procédure de classement ou de déclassement d'un bien immobilier et lorsqu'il porte sur toute procédure relative à un bien inscrit sur la liste du Patrimoine exceptionnel de la Région wallonne.

La Commission est censée rendre un avis favorable si elle ne se prononce pas dans les délais requis fixés à l'alinéa précédent.

Art. 14. Le président de la chambre compétente reçoit les demandes d'avis.

Il présente les avis et les rapports au nom de la Commission.

Art. 15. La Commission se réunit en assemblée générale au moins une fois par an.

Art. 16. Les chambres et les sections ne délibèrent valablement que si la majorité au moins des membres régulièrement convoqués est présente.

A défaut, il est convoqué une nouvelle réunion qui se tient dans les huit jours avec le même ordre du jour et où le quorum de présence requis à l'alinéa précédent n'est plus nécessaire pour délibérer.

Art. 17. Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président dirigeant les travaux est prépondérante.

Il est dressé procès-verbal des réunions.

Art. 18. Tout membre régulièrement convoqué qui s'abstient d'assister à trois réunions consécutives sans faire valoir de motif légitime est démissionnaire de plein droit.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement pourvoit à son remplacement.

Art. 19. Lorsqu'un membre est remplacé avant l'échéance du terme de quatre ans, celui qui le remplace achève son mandat.

Art. 20. Assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions des chambres régionales et provinciales, des sections et du bureau, le secrétaire concerné ainsi que le ou les représentant(s) de l'Administration.

Art. 21. Le Ministre fixe le budget de fonctionnement de la Commission ainsi que le montant et les conditions d'octroi ou de remboursement des indemnités, jetons de présence et frais de séjour et de parcours des membres.

Art. 22. Chaque chambre établit, sous la responsabilité de son président, un rapport annuel de ses activités en individualisant celles de chacune de ses sections. Le rapport annuel de la Commission comprend l'ensemble des rapports annuels; il est établi sous la responsabilité du président de la Commission et adressé par ce dernier au Gouvernement avant le 31 mai de l'année qui suit.

Art. 23. Chaque chambre de la Commission peut solliciter de la part de toute administration publique les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences et de ses missions.

Elle peut solliciter, par voie hiérarchique, la présence d'un agent de l'Administration au cours de ses réunions. Elle peut inviter toute autre personne à faire état de questions particulières.

Art. 24. Les membres de la Commission, les personnes invitées et les membres du secrétariat sont tenus au devoir de réserve et à la discrétion quant aux initiatives prises et aux avis rendus et quant aux débats qui en ont précédé l'adoption.

Les membres de la Commission ne peuvent être en même temps membre de plusieurs chambres provinciales, membre de plusieurs sections au sein de la même chambre ou membre de la Commission des monuments, sites et fouilles d'une autre Région.

Le Gouvernement peut, sur avis de la Commission et sur proposition du Ministre, conférer le titre de membre honoraire aux anciens membres qui ont siégé pendant plus de sept années au sein de la Commission.

Art. 25. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur, approuvé par le Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur détermine le nombre de membres affectés dans chaque section des chambres régionales et provinciales.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 26. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 avril 1993 relatif à la structure, aux missions et au fonctionnement de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne est abrogé.

Art. 27. Le Ministre qui a le Patrimoine dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 - 1092

[C - 27304]

2. MAI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Struktur, die Aufgaben und die Arbeitsweise der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 9. Dezember 1993 eingefügten Artikels 346bis;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen mit ihrer neuen Struktur zu versehen, bevor die demnächst Ernennung der Mitglieder dieser Kommission vorgenommen wird;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1 - Im Sinne dieses Erlasses ist:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Denkmäler, die Landschaften und die Ausgrabungen gehören;

2° die Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° die Kommission: die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region.

Art. 2 - Die Kommission besteht aus einer Regionalkammer und aus fünf Provinzialkammern für jede der Wallonischen Provinzen, d.h.: Wallonisch-Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur.

Die Regionalkammer und die fünf Provinzialkammern umfassen je drei Abteilungen: eine Abteilung für Denkmäler und architektonische Gefüge, eine Abteilung für Landschaften und eine Abteilung für Ausgrabungen.

Art. 3 - Die Kommission besteht höchstens aus 121 Mitgliedern, die von der Regierung für eine verlängerbare Amtszeit von vier Jahren ernannt werden.

Folgende Personen dürfen nicht zu Mitgliedern der Kommission ernannt werden:

- die Bediensteten der Verwaltung;
- Personen, die nicht mindestens eine fünfjährige Erfahrung in Sachen Denkmäler, Landschaften oder Ausgrabungen nachweisen können.

Art. 4 - Unter den Mitgliedern der Kommission bezeichnet die Wallonische Regierung für eine verlängerbare Dauer von vier Jahren:

- den Vorsitzenden der Kommission;
- die stellvertretenden Vorsitzenden der Regionalkammer, darunter einen pro Abteilung;
- die Vorsitzenden der Provinzialkammern;
- die stellvertretenden Vorsitzenden der Provinzialkammern.

KAPITEL II. — *Regionalkammer*

Art. 5 - Die Regionalkammer besteht aus ihrem Vorsitzenden und aus 38 wie folgt bezeichneten Mitgliedern:

- den drei stellvertretenden Vorsitzenden der Regionalkammer;
- den Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden der Provinzialkammern und einem Mitglied der Abteilung Denkmäler, das von den Provinzialkammern bezeichnet wird;
- elf anderen Mitgliedern;
- vier Fachleuten in folgenden Bereichen: Organologie, Mobiliar und Dekorationsmalerei, historische Gärten und Parks und Geologie.

Art. 6 - Die Arbeiten der Regionalkammer werden vom Vorsitzenden der Kommission geführt. Die Arbeiten der verschiedenen Abteilungen der Regionalkammer werden jeweils vom zuständigen stellvertretenden Vorsitzenden geführt.

KAPITEL III. — *Provinzialkammer*

Art. 7 - Die Provinzialkammern von Lüttich und von Hennegau bestehen jeweils aus vierundzwanzig Mitgliedern, worunter einem Vorsitzenden und zwei stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Provinzialkammern von Wallonisch-Brabant, Namur und Luxemburg bestehen jeweils aus achtzehn Mitgliedern, worunter einem Vorsitzenden und zwei stellvertretenden Vorsitzenden.

Der Vorsitzende der Provinzialkammer ist von Rechts wegen stellvertretender Vorsitzender einer ihrer Abteilungen.

KAPITEL IV. — *Präsidium der Kommission*

Art. 8 - Es wird ein Präsidium der Kommission errichtet, das den Vorsitzenden, die stellvertretenden Vorsitzenden der Regionalkammer, einen von jeder Abteilung der Regionalkammer aus ihrer Mitte ausgewählten Vertreter und die Vorsitzenden der Provinzialkammern umfaßt.

Das Präsidium plant die Arbeiten der Kommission und gleicht die Meinungsverschiedenheiten, die eventuell zwischen zwei oder mehreren Abteilungen einer gleichen Kammer auftauchen könnten, aus.

KAPITEL V. — *Sekretariatsgeschäfte*

Art. 9 - Die Sekretariatsgeschäfte der Regionalkammer werden gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region wahrgenommen.

Zu diesem Zweck bezeichnet der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region einen ständigen Sekretär und einen beigeordneten Sekretär unter seinem Personal.

Die Sekretariatsgeschäfte der Provinzialkammern werden von einem Bediensteten der Verwaltung wahrgenommen.

KAPITEL VI. — *Aufgaben der Kommission*

Art. 10 - Die Kommission hat den Auftrag:

1° die durch die Rechtsvorschriften erforderten Gutachten abzugeben in bezug auf die Eintragung eines unbeweglichen Gutes in die Schutzliste bzw. die Streichung von dieser Liste, die Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes und den Widerruf dieser Unterschutzstellung sowie die Genehmigung von Handlungen oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das in die Schutzliste eingetragen ist, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, in einer Schutzzone bzw. in einer im Atlas der archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen ist.

Jedes Mitglied der Kommission kann die Initiative ergreifen, ein Verfahren zur Unterschutzstellung bzw. zum Widerruf einer Unterschutzstellung einzuleiten;

2° die durch die Rechtsvorschriften erforderten Gutachten in bezug auf Ausgrabungen abzugeben;

3° wenn die Verwaltung es für nützlich hält, ein Gutachten abzugeben über die Genehmigung von Handlungen oder Arbeiten auf unbeweglichen Gütern, die vom Erbe her interessant sind, insbesondere auf denjenigen, die im Verzeichnis des Denkmalerbes vermerkt sind oder auf denjenigen, die zwecks ihrer Unterschutzstellung Gegenstand einer öffentlichen Untersuchung gewesen sind;

4° wenn sie es für nötig hält, der Verwaltung bei der Überwachung der Baustellen Beistand zu leisten;

5° allgemeine Empfehlungen in Zusammenhang mit der Politik in Sachen Erbe, insbesondere im Bereich der Sensibilisierung der Öffentlichkeit für den Schutz des Erbes, an den Minister zu richten.

Art. 11 - Die Gutachten der Kommission werden von der Regionalkammer abgegeben, wenn es darum geht, ein Gutachten abzugeben im Rahmen eines Verfahrens zur Unterschutzstellung bzw. zum Widerruf der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes, ein Gutachten abzugeben über die Genehmigung von Handlungen, von Arbeiten, von Ausgrabungen oder von Sondierungen auf Gütern, die auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region stehen oder die in einer Schutzzone betreffend ein solches Gut gelegen sind, ein Gutachten abzugeben über das Jahresprogramm der Sondierungen und der Ausgrabungen der Verwaltung, über die Anerkennung von Ausgrabungen mit regionalem Status, über die Gemeinnützigkeit von Ausgrabungen und über die Enteignung von Geländen, über die Erteilung der Ermächtigungen für die Rettungsausgrabungen und die Sondierungen, und alle andere Zuständigkeiten im Sinne von Artikel 10 des vorliegenden Erlasses unbeschadet von Artikel 12 auszuüben.

Art. 12 - Die Gutachten der Kommission werden von der zuständigen Provinzialkammer abgegeben, wenn es darum geht, ein Gutachten abzugeben:

- über die Eintragung eines unbeweglichen Gutes in die Schutzliste bzw. die Streichung eines unbeweglichen Gutes von dieser Liste;

- über die Genehmigung von Handlungen oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das in der Schutzliste eingetragen ist, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, in einer Schutzzone bzw. in einer im Atlas der archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen ist, sofern dieses Gut nicht auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht;

- wenn die Verwaltung es für nützlich hält, über die Genehmigung von Handlungen oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das vom Erbe her interessant ist;

- über die Anträge auf Genehmigung von Ausgrabungen bzw. Sondierungen oder über die Entzüge dieser Genehmigung, sofern es nicht um ein Gut geht, das auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht.

Wenn die zuständige Provinzalkammer es für nötig hält, ist sie ebenfalls beauftragt, die Baustellen in bezug auf die unbeweglichen Güter, für die sie ein Gutachten abgegeben hat, in Zusammenarbeit mit der Verwaltung zu überwachen.

KAPITEL VII. — Arbeitsweise der Kommission

Art. 13 - Nach Eingang der Akte gibt die Kommission ihr Gutachten ab binnen einer Frist von höchstens:

- dreißig Tagen, wenn es um die Eintragung eines unbeweglichen Gutes in die Schutzliste bzw. die Streichung eines unbeweglichen Gutes von dieser Liste, um die Genehmigung von Handlungen oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das in einer Schutzzone bzw. in einer im Atlas der archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen ist oder das vom Erbe her interessant ist, um einen Antrag auf Genehmigung von Ausgrabungen bzw. um den Entzug dieser Genehmigung oder um die Gemeinnützigkeit von Ausgrabungen und die Enteignung von Geländen geht;

- fünfundvierzig Tagen, wenn es um die Genehmigung von Handlungen oder Arbeiten auf einem in der Schutzliste eingetragenen oder unter Schutz gestellten unbeweglichen Gut, sofern es nicht auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht, um das Jahresprogramm der Sondierungen und der Ausgrabungen der Verwaltung, um die Erteilung der Ermächtigungen für die Rettungsausgrabungen und die Sondierungen oder um die Anerkennung von Ausgrabungen als Ausgrabungen mit regionalem Status geht;

- sechzig Tagen, wenn es um ein Verfahren zur Unterschutzstellung bzw. zum Widerruf der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes geht und wenn es um ein Verfahren in bezug auf ein Gut geht, das auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht.

Wenn die Kommission binnen der im vorangehenden Absatz festgelegten Frist kein Gutachten abgegeben hat, geht man davon aus, daß es günstig ist.

Art. 14 - Der Vorsitzende der zuständigen Kammer nimmt die Gutachten entgegen.

Er legt die Gutachten und Berichte im Namen der Kommission dar.

Art. 15 - Die Kommission tagt mindestens einmal im Jahr in Generalsitzung.

Art. 16 - Die Beschlüsse der Kammern und der Abteilungen sind nur gültig, wenn mindestens die Mehrheit der ordnungsgemäß einberufenen Mitglieder anwesend ist.

Ist die erforderliche Anzahl nicht erreicht, wird binnen acht Tagen eine neue Versammlung mit der gleichen Tagesordnung einberufen, bei der die Beschlüsse ungeachtet der im vorangehenden Absatz verlangten Anzahl anwesender Mitglieder gültig sind.

Art. 17 - Die Beschlüsse werden mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden bzw. des stellvertretenden Vorsitzenden, der die Arbeiten leitet, ausschlaggebend.

Über die Sitzungen wird ein Protokoll aufgenommen.

Art. 18 - Jedes ordnungsgemäß einberufene Mitglied, das drei aufeinanderfolgenden Sitzungen fernbleibt, ohne einen triftigen Grund anzugeben, scheidet von Rechts wegen aus. Die Regierung sorgt auf Vorschlag des Ministers für seine Ersetzung.

Art. 19 - Wenn ein Mitglied vor Ablauf der vierjährigen Amtszeit ersetzt wird, wird sein Mandat von der Person beendet, die dieses Mitglied ersetzt.

Art. 20 - Der betreffende Sekretär sowie der bzw. die Vertreter der Verwaltung nehmen von Rechts wegen mit beratender Stimme an den Sitzungen der Regional- und Provinzalkammern, der Abteilungen und des Präsidiums teil.

Art. 21 - Der Minister bestimmt den Verwaltungshaushaltsplan der Kommission sowie den Betrag und die Bedingungen für die Gewährung bzw. Rückerstattung der Vergütungen, Anwesenheitsgelder und Aufenthalts- und Fahrtkosten der Mitglieder.

Art. 22 - Jede Kammer erstellt unter der Verantwortlichkeit ihres Vorsitzenden einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten, wobei sie die Tätigkeiten jeder ihrer Abteilungen individuell behandelt. Der Jahresbericht der Kommission umfaßt alle Jahresberichte; er wird unter der Verantwortlichkeit des Vorsitzenden der Kommission erstellt, und letzterer schickt ihn vor dem 31. Mai des darauffolgenden Jahres der Regierung zu.

Art. 23 - Jede Kammer der Kommission kann bei jeder öffentlichen Verwaltung die zur Ausübung ihrer Befugnisse und zur Erfüllung ihrer Aufträge erforderlichen Auskünfte anfordern.

Sie kann auf dem Dienstweg die Anwesenheit eines Bediensteten der Verwaltung während ihrer Versammlung beantragen. Sie kann jede andere Person auffordern, besondere Fragen vorzubringen.

Art. 24 - Die Mitglieder der Kommission, die eingeladenen Personen und die Mitglieder des Sekretariats unterliegen der Schweigepflicht und sind zur Diskretion gehalten, was die ergriffenen Initiativen und die abgegebenen Gutachten sowie die vor deren Annahme erfolgten Beratungen angeht.

Die Mitglieder der Kommission dürfen nicht gleichzeitig Mitglied mehrerer Provinzalkammern, Mitglied mehrerer Abteilungen der gleichen Kammer oder Mitglied der Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen einer anderen Region sein.

Die Regierung kann früheren Mitgliedern, die mehr als sieben Jahre in der Kommission getagt haben, auf das Gutachten der Kommission hin und auf Vorschlag des Ministers den Titel eines Ehrenmitglieds verleihen.

Art. 25 - Die Kommission gibt sich ihre Geschäftsordnung, die vom Minister genehmigt wird.

Die Geschäftsordnung bestimmt die Anzahl Mitglieder, die in jeder Abteilung der Regional- und Provinzalkammern eingesetzt werden.

KAPITEL VIII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 26 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1993 über die Struktur, die Aufgaben und die Arbeitsweise der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 27 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Mai 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 — 1092

[C - 27304]

2 MEI 1996. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de structuur, de opdrachten en de werking van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 346bis, erin ingevoegd bij het decreet van 9 december 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de nieuwe structuur van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen tot stand dient te komen vóór de aanduiding van haar leden, die zo spoedig mogelijk dient te gebeuren;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de monumenten, de landschappen en de opgravingen behoren;

2° Bestuur : de "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine" (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° Commissie : de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest.

Art. 2. De Commissie is samengesteld uit één gewestelijke kamer en uit vijf provinciale kamers voor elke van de Waalse provincies, namelijk de volgende provincies : Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

De gewestelijke kamer en de vijf provinciale kamers bestaan elk uit drie afdelingen : een afdeling monumenten en architecturale gehelen, een afdeling landschappen en een afdeling opgravingen.

Art. 3. De Commissie is samengesteld uit maximum 121 leden die door de Regering voor een hernieuwbare termijn van vier jaar worden benoemd.

Mogen niet tot lid van de Commissie worden benoemd :

- de ambtenaren van het Bestuur;

- de personen met minder dan vijf jaar ervaring inzake monumenten, landschappen en opgravingen.

Art. 4. Onder de leden van de Commissie wijst de Waalse Regering de volgende personen aan voor een hernieuwbare termijn van vier jaar :

- de voorzitter van de Commissie;

- de ondervoorzitters van de gewestelijke kamer, namelijk één per afdeling;

- de voorzitters van de provinciale kamers;

- de ondervoorzitters van de provinciale kamers.

HOOFDSTUK II. — *De gewestelijke kamer*

Art. 5. De gewestelijke kamer is samengesteld uit de voorzitter en uit 38 leden, namelijk :

- de drie ondervoorzitters van de gewestelijke kamer;

- de voorzitters en ondervoorzitters van de provinciale kamers en één lid van de afdeling monumenten, dat door deze kamers wordt aangewezen;

- elf andere leden;

- vier specialisten inzake organologie, meubilair en geveerde versieringen, historische parken en tuinen, en geologie.

Art. 6. De werkzaamheden van de gewestelijke kamer worden door de voorzitter van de Commissie geleid en die van de afdelingen van de gewestelijke kamer respectievelijk door de bevoegde ondervoorzitter.

HOOFDSTUK III. — *De provinciale kamers*

Art. 7. De provinciale kamers van Luik en Henegouwen zijn elk samengesteld uit vierentwintig leden, onder wie één voorzitter en twee ondervoorzitters.

De provinciale kamers van Waals Brabant, Namen en Luxemburg zijn elk samengesteld uit achttien leden, onder wie één voorzitter en twee ondervoorzitters.

De voorzitter van de provinciale kamer is van rechtswege ondervoorzitter van een afdeling in haar midden.

HOOFDSTUK IV. — *Het Commissiebureau*

Art. 8. Er wordt een Commissiebureau ingesteld dat samengesteld is uit de voorzitter, de ondervoorzitters van de gewestelijke kamer, één vertegenwoordiger die door elke afdeling van de gewestelijke kamer in haar midden gekozen wordt en de voorzitters van de provinciale kamers.

Het Bureau organiseert de werkzaamheden van de Commissie en brengt de uiteenlopende meningen die eventueel tussen twee of meerdere afdelingen van eenzelfde kamer zouden kunnen ontstaan met elkaar in overeenstemming.

HOOFDSTUK V. — *De secretariaten*

Art. 9. Het secretariaat van de gewestelijke kamer wordt waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest wijst daartoe een vaste secretaris en één adjunct-secretaris aan onder de leden van zijn personeel.

Het secretariaat van de provinciale kamers wordt waargenomen door een ambtenaar van het Bestuur.

HOOFDSTUK VI. — *De opdrachten van de Commissie*

Art. 10. De Commissie wordt ermee belast :

1° de door de wetgeving vereiste adviezen te geven over de schrapping of de inschrijving van een onroerend goed op de beschermingslijst, de klassering of de deklassering ervan en over de machtiging tot het verrichten van handelingen of het uitvoeren van werkzaamheden op een op de beschermingslijst ingeschreven geklasseerd onroerend goed gelegen in een beschermingsgebied of in een landschap dat vermeld staat in de atlas van de archeologische landschappen.

Elk lid van de Commissie mag het initiatief nemen om een procedure inzake klassering of deklassering aan te gaan;

2° de door de wetgeving vereiste adviezen inzake opgravingen te geven;

3° indien het Bestuur het nodig acht, een advies te geven over de machtiging tot het verrichten van handelingen en het uitvoeren van werkzaamheden op alle onroerende goederen met een patrimoniaal karakter, met name op degene die in de inventaris van het monumentenerfgoed voorkomen of degene die het voorwerp hebben uitgemaakt van een openbaar onderzoek met het oog op de klassering;

4° indien de Commissie het nodig acht, het Bestuur bij de follow-up van de werkzaamheden bij te staan;

5° algemene aanbevelingen inzake erfgoedbeleid aan de Minister te richten, meer bepaald om de publieke opinie bewust te maken van de erfgoedbescherming.

Art. 11. De adviezen van de Commissie worden door de gewestelijke kamer uitgebracht wanneer een advies dient te worden gegeven in het kader van een voor elk onroerend goed aangegane klasserings- of deklasseringsprocedure, wanneer een advies dient te worden gegeven over de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden, opgravingen of peilingen uit te voeren op ieder op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest ingeschreven goed of gelegen in een beschermingsgebied betreffende zo'n goed, wanneer een advies dient te worden gegeven over het jaarlijkse peilingen- en opgravingenprogramma van het Bestuur, over de erkenning van opgravingen met een gewestelijk statuut, het openbaar nut van opgravingen, de onteigening van landschappen, de toekenning van bevoegdverklaringen voor reddingsopgravingen en peilingen en wanneer alle andere in artikel 10 van dit besluit bedoelde bevoegdheden onverminderd artikel 12 dienen uitgeoefend te worden.

Art. 12. De adviezen van de Commissie worden door de bevoegde provinciale kamer uitgebracht wanneer een advies dient te worden gegeven :

- over de schrapping of de inschrijving van een onroerend goed op de beschermingslijst;

- over de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een op de beschermingslijst ingeschreven geklasseerd onroerend goed gelegen in een beschermingsgebied of in een landschap dat vermeld staat in de atlas van de archeologische landschappen voor zover het niet voorkomt op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest;

- indien het Bestuur het nodig acht, over de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een onroerend goed met een patrimoniaal karakter;

- over de vergunningsaanvragen of de intrekkingen van een vergunning tot opgravingen of peilingen, voor zover ze geen betrekking hebben op een op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest ingeschreven goed.

Indien de provinciale kamer het nodig acht, kan ze ook belast worden met de follow-up van de werkzaamheden met betrekking tot de onroerende goederen waarover ze in samenwerking met het Bestuur een advies heeft uitgebracht.

HOOFDSTUK VII. — *De werking van de Commissie*

Art. 13. De Commissie brengt haar advies uit binnen een termijn die na ontvangst van het dossier niet langer is dan :

- dertig dagen wanneer het advies betrekking heeft op de schrapping of de inschrijving van een onroerend goed op de beschermingslijst, op de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een in een beschermingsgebied of in een landschap gelegen onroerend goed dat in de atlas van de archeologische landschappen voorkomt of dat een patrimoniaal karakter vertoont, op een vergunningsaanvraag of een intrekking van een vergunning tot opgravingen of op het openbare nut van opgravingen en de onteigening van landschappen;

- vijfenveertig dagen wanneer het advies betrekking heeft op de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een op de beschermingslijst ingeschreven of geklasseerd onroerend goed voor zover het niet op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest voorkomt, op het jaarlijkse peilingen- en opgravingenprogramma van het Bestuur, op de toekenning van bevoegdverklaringen voor reddingsopgravingen en peilingen of op de erkenning van opgravingen met een gewestelijk statuut;

- zestig dagen wanneer het advies betrekking heeft op een klasserings- of deklasseringsprocedure van een onroerend goed en wanneer het betrekking heeft op iedere procedure in verband met een op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest ingeschreven onroerend goed.

De Commissie wordt geacht een gunstig advies uit te brengen indien ze zich niet binnen de in het vorige lid vastgestelde termijnen uitspreekt.

Art. 14. De voorzitter van de bevoegde kamer ontvangt de adviesaanvragen.

Hij legt de adviezen en de verslagen namens de Commissie voor.

Art. 15. De Commissie komt minstens één keer per jaar in algemene vergadering bijeen.

Art. 16. De kamers en de afdelingen beraadslagen slechts op geldige wijze indien minstens de meerderheid van de regelmatig opgeroepen leden aanwezig is.

Zoniet wordt binnen acht dagen een nieuwe vergadering bijengeroepen met dezelfde dagorde waarbij het in het vorige lid vastgestelde aanwezigheidsquorum niet meer vereist is om te beraadslagen.

Art. 17. De beslissingen gelden bij volstreekte meerderheid der aanwezige leden. In geval van staking van stemmen is die van de voorzitter of van de ondervoorzitter die de werkzaamheden leidt, beslissend.

Er wordt een proces-verbaal van de vergaderingen opgemaakt.

Art. 18. Ieder regelmatig opgeroepen lid dat zonder wettige redenen drie opeenvolgende vergaderingen mist, wordt van rechtswege ontslagneer verklaard.

Op de voordracht van de Minister voorziet de Regering in zijn vervanging.

Art. 19. Wanneer een lid vervangen wordt vóór het vervallen van de termijn van vier jaar wordt zijn mandaat door zijn vervanger beëindigd.

Art. 20. De vergaderingen van de gewestelijke en provinciale kamers, van de afdelingen en van het Bureau worden van rechtswege en met raadgevende stem bijgewoond door de betrokken secretaris alsmede door de vertegenwoordiger(s) van het Bestuur.

Art. 21. De Minister stelt de begroting met betrekking tot de werking van de Commissie vast alsmede het bedrag en de toekenningen of terugbetalingsvoorwaarden van de vergoedingen, presentiegelden, reis- en verblijfkosten van de leden.

Art. 22. Iedere kamer maakt onder de verantwoordelijkheid van haar voorzitter een jaarlijks verslag op van haar activiteiten waarbij per afdeling een onderscheid wordt gemaakt.

Het jaarlijkse verslag van de Commissie omvat het geheel van de jaarlijkse verslagen; het wordt onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter van de Commissie opgemaakt en vóór 31 mei van het volgende jaar door hem naar de Regering gestuurd.

Art. 23. Iedere kamer van de Commissie kan elk openbaar bestuur verzoeken de nodige inlichtingen voor de uitoefening van haar bevoegdheden en opdrachten te verstrekken.

Ze kan langs hiërarchische weg verzoeken om de aanwezigheid van een ambtenaar van het Bestuur op haar vergaderingen. Ze kan elke andere persoon uitnodigen om bijzondere problemen aan de orde te stellen.

Art. 24. De leden van de Commissie, de uitgenodigde personen en de leden van het secretariaat zijn gehouden aan de plicht van omzichtigheid en tot de bescheidenheid inzake de genomen initiatieven en de uitgebrachte adviezen en inzake de debatten die aan de goedkeuring ervan voorafgegaan zijn.

De leden van de Commissie mogen niet tegelijkertijd lid zijn van meerdere provinciale kamers, van meerdere afdelingen binnen dezelfde kamer of van de Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van een ander Gewest.

De Regering kan, op advies van de Commissie en op de voordracht van de Minister, de hoedanigheid van erelid toekennen aan de gewezen leden die meer dan zeven jaar in de Commissie gezeteld hebben.

Art. 25. De Commissie stelt haar door de Minister goedgekeurd huishoudelijk reglement vast.

In het huishoudelijk reglement wordt het aantal leden bepaald dat wordt aangesteld in elke afdeling van de gewestelijke en provinciale kamers.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 26. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1993 betreffende de structuur, de opdrachten en de werking van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 27. De Minister van Patrimonium is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON